

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation
et l'environnement***

**Conseil d'administration
Séance du 20 septembre 2022**

Délibération n°3.2.1

Le 20 septembre 2022, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de présents : 26

Membres représentés (procuration) : 6

Quorum : 19

Point 3 – Gouvernance

Délibération 3.3.1 – Approbation du budget rectificatif n°2 2022 Fondation IA

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 20 septembre 2022, approuve :

- Les autorisations budgétaires suivantes :
 - 17,5 ETPT dont 17,5 ETPT hors plafond
 - 2 014 169 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 686 000 € en personnel
 - 1 216 669 € en fonctionnement
 - 111 500 € en investissement
 - 1 994 819 € de crédits de paiement :
 - 686 000 € en personnel
 - 1 197 319 € en fonctionnement
 - 111 500 € en investissement
 - 1 800 412 € de prévisions de recettes
 - 194 407 € de solde budgétaire (déficit)
- Les prévisions comptables suivantes :
 - - 162 659 € de résultat patrimonial (perte)
 - - 141 544 € de capacité d'autofinancement (insuffisance)
 - - 253 044 € de variation de fonds de roulement (diminution)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou représentés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 20 septembre 2022, approuve le budget rectificatif n°2 2022 Fondation IA.

Fait à Paris, le 20 septembre 2022

**Le Président du Conseil d'administration,
Dominique Chargé**

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.